



Conseil économique et social

Distr. limitée
28 juin 2019
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-neuvième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Jun Yamada (Japon)

Additif

Questions relatives au programme : évaluation

[Point 3b)]

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation du Bureau des affaires juridiques

1. À sa 11^e séance, le 10 juin 2019, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'évaluation du Bureau des affaires juridiques ([E/AC.51/2019/9](#)).
2. Le Sous-Secrétaire général aux services de contrôle interne a présenté le rapport et, avec le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique, a répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

Débat

3. Les délégations se sont dites satisfaites du rapport du BSCI et ont remercié le Bureau des affaires juridiques pour ses conseils utiles à l'Organisation, notant que dans le rapport, l'intérêt du Bureau était décrit de manière positive et il était indiqué que le Bureau donnait amplement suite aux demandes reçues et obtenait d'importants résultats. Une délégation s'est félicitée que le Bureau ait accepté toutes les recommandations et ait dit attendre avec intérêt de le voir s'atteler à remédier aux aspects qui, d'après l'évaluation, faisaient obstacle à l'obtention de résultats optimaux, en particulier ceux qui étaient liés à l'absence de plateforme de diffusion efficace. Au vu des problèmes signalés dans le rapport s'agissant des sites Web du Bureau, des détails ont été demandés quant aux mesures prises pour y faire face.
4. Les délégations ont félicité le Bureau pour sa contribution à la diffusion du droit international dans le cadre des conférences de la Médiathèque de droit international



des Nations Unies et ont affirmé que, dans les pays en développement, de nombreux spécialistes du droit international consultaient et écoutaient les exposés disponibles dans la Médiathèque. Une délégation a proposé d'aider le Bureau à enregistrer, dans son pays, des conférences universitaires arabophones.

5. Se référant aux paragraphes 53 à 58 du rapport, une délégation a commenté le constat selon lequel les méthodes de gestion de l'information et les technologies de l'information du Bureau ne fonctionnaient pas bien. Elle a demandé dans quelle mesure le Bureau de l'informatique et des communications avait aidé le Bureau des affaires juridiques à choisir un logiciel de gestion des dossiers qualifié de « boîteux » et « lent » et si d'autres facteurs pouvaient l'avoir amené à utiliser pendant longtemps un logiciel inadapté.

6. En référence au paragraphe 73, portant sur l'incidence du programme de réforme de l'ONU sur le Bureau, il a été demandé quelles difficultés poseraient pour celui-ci le programme dans son ensemble, et plus particulièrement l'intégration au Secrétariat du système des coordonnateurs résidents, et si une évaluation complète avait été réalisée à cet égard.

7. En ce qui concerne la recommandation 1, selon laquelle le Bureau devrait élaborer et mettre en œuvre une stratégie de coopération technique portant sur les domaines pertinents du droit international, et en particulier sur les activités commerciales internationales, il a été demandé pourquoi l'accent devrait être mis sur ces activités. En référence au paragraphe 66, d'après lequel la Division du droit commercial international avait axé principalement sur l'Asie ses efforts destinés à apporter une assistance technique à l'adoption de lois types et de directives législatives, des renseignements ont été demandés quant aux efforts déployés pour fournir à d'autres régions une aide au développement des capacités dans le domaine du droit commercial international.

8. Se référant à la recommandation 7, aux termes de laquelle le Bureau devrait rapidement pourvoir les postes vacants en choisissant des personnes inscrites sur les listes de candidats présélectionnés et établir de telles listes pour les postes d'avocat et de fonctionnaire dans tous les domaines thématiques, en identifiant des candidats qualifiés, une délégation a demandé s'il était tenu compte de la représentation géographique dans les décisions de recrutement et si cet aspect avait été pris en considération à la formulation de la recommandation. Une autre délégation a demandé si une assistance pourrait être fournie aux pays sous-représentés et de quelle manière elle pouvait aider le Bureau à parer à cette sous-représentation. À cet égard, il a été suggéré que des chances soient offertes aux jeunes de ces pays dans le cadre du Programme des administrateurs auxiliaires. Se référant au paragraphe 49, une délégation a demandé pour quelles raisons le Bureau avait un taux de vacance de postes élevé, atteignant 9 %.

9. Une délégation a dit apprécier le tableau présentant les domaines fonctionnels du Bureau que le BSCI avait établi et qui figurait à l'annexe II du rapport. Elle a affirmé que ce type de tableaux serait utile à l'avenir pour aider les membres du Comité à mieux comprendre les fonctions des départements et bureaux évalués.

Conclusions et recommandations

10. **Le Comité a remercié le BSCI pour son rapport sur l'évaluation du Bureau et recommandé à l'Assemblée générale d'en prendre note.**

11. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de faire siennes les recommandations figurant aux paragraphes 75 à 78, 80 et 81 du rapport du BSCI sur l'évaluation du Bureau et d'examiner les recommandations figurant au paragraphe 79 de ce même rapport.**